

**FORMULAIRE D'INSCRIPTION POUR L'OPERATION "ALERTE SMS VOLS ENTREPRISES"
(service gratuit)**

Je soussigné(e)

propriétaire du magasin / dirigeant e l'entreprise :

autorise la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Lozère à transmettre mon numéro de téléphone portable
/___/___/___/___/___/___/___/___/ aux forces de Police et de Gendarmerie de la Lozère.

Je les autorise à utiliser mon numéro dans le cadre du réseau "alerte SMS vols entreprises", système d'alerte "par SMS" destiné à prévenir en cas de vols, cambriolages et escroqueries (par faux moyens de paiement, à la fausse qualité, au "rendez-moi").

Je suis informé(e) que la Police et la Gendarmerie sont seuls juges de la pertinence des alertes et décident de leur diffusion.

Je m'engage à communiquer rapidement tout changement de mon numéro de portable à la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Je m'engage dans le dispositif "ALERTE SMS VOLS ENTREPRISES".

Ce partenariat mis en place en Lozère me permet de :

- m'informer et me former aux notions élémentaires de sécurité et de conduite à tenir en cas d'incident,
- dissuader d'éventuels malfaiteurs en étant vigilant aux comportements suspects, aux faux moyens de paiement (méthode "Toucher-Regarder-Incliner", au rendez-moi), aux chèques volés et aux escroqueries en tous genre, etc....,
- prévenir mes collègues commerçants et/ou prestataires de services pour éviter qu'ils ne soient victimes à leur tour d'un acte délictueux similaire et être réactif pour permettre l'arrestation des malfaiteurs.

Pour ce faire, j'appose si je le souhaite l'autocollant spécifique "ALERTE SMS VOLS ENTREPRISES" sur ma vitrine, porte d'entrée ou étalage de manière bien visible.

En cas de vol, de cambriolages, diffusion de fausse monnaie et/ou de chèques volés, de tentative d'escroqueries, j'alerte immédiatement la Police ou la Gendarmerie en composant le "17" (qui reste le réflexe élémentaire indispensable) afin que l'information puisse être transmise au plus grand nombre de confrères dans un minimum de temps.

Fait à....., le

Cachet et signature

N.B. : les informations enregistrées sont réservées à l'usage indiqué ci-dessus et ne peuvent être communiquées qu'aux destinataires suivants : Gendarmerie Nationale et Police Nationale ; conformément aux article 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la CCI de la Lozère.